

BUREAUX
ROUBAIX - 10-11, Grande-Rue. Tél. 237.52, 237.53 et 237.54.
TOURCOING - 21, rue Carnot. Tél. 37.
LELLE - 3, rue Faldherbe. Tél. 230.31.
PARIS - 28, boulevard Polignac. Tél. Provinciale. 77.54.
MOUSCRON - 108, rue de la Station. Tél. 544.

ANCIENS DIRECTEURS
 Jean Rebois
 Alfred Rebois
 Madame Alfred Rebois

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

Voulez-vous des résultats commerciaux rapides et satisfaisants? Voulez-vous toucher chaque jour le plus grand nombre de clients? Annoncez dans les journaux.

LE MINISTÈRE CHAUTEMPS A DÉMISSIONNÉ

A la suite d'une intervention de M. Ramette, le chef du gouvernement ayant rendu leur liberté aux communistes, les ministres socialistes furent priés par leur groupe d'abandonner leurs fonctions

MM. Chautemps, Daladier et Sarraut ayant successivement décliné l'offre de constituer le nouveau ministère,

M. Albert Lebrun a fait appel à M. Georges Bonnet

qui lui donnera aujourd'hui une réponse définitive



M. CHAUTEMPS A LE SOURIRE EN DESCENDANT DE VOITURE, LORS DE SA SECONDE VISITE A M. ALBERT LEBRUN. (Ph. Safta.)

Le Front populaire peut-il survivre au cabinet Chautemps?

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 14 JANVIER (Minuit).

M. Georges Bonnet, en tant que ministre des finances, n'avait pu



(Ph. France-Pressa voir) M. G. BONNET

réussir à faire triompher son point de vue. Le pourra-t-il en tant que président du conseil, s'il mène à bien la mission de former le nouveau cabinet?

Il le pourra s'il s'appuie sur une majorité nouvelle. Il ne le pourra pas s'il cherche à recoller les morceaux de la majorité d'hier.



LES REPORTERS PHOTOGRAPHES ATTENDENT « L'ARME AU PIED » L'ARRIVÉE DES PERSONNALITÉS CONSULTÉES PAR M. LEBRUN. (Ph. Safta.)

ment. Ils menacent de s'en tenir à la formule périmée par laquelle ils rallieront le corps électoral. Ou bien ils s'inclineront devant les nécessités financières et ils sauveront le franc. Ou bien ils élargiront la crise politique jusqu'aux proportions d'une crise de régime.

René ROUSSEAU

Nous avons dit hier que les socialistes s'étaient finalement ralliés à l'ordre du jour déposé par le parti radical.

Le ministère de M. Chautemps semblait donc, vendredi à 2 h. 25 du matin, au moment où repris la séance de la Chambre, devoir recueillir sa majorité habituelle.

C'est alors que M. Ramette, communiste, monta à la tribune. Il déclara que le discours de M. Chautemps ne correspondait pas à ce qu'il attendait d'un gouvernement de Front populaire, et que ses amis ne voteront la confiance ou ne s'abstiendraient que pour ne pas rompre ce front.

M. Chautemps répliqua :

« J'ai accepté de présider un gouvernement de Front populaire, mais je n'ai jamais pensé que le peuple désirait que le gouvernement manquât de la dignité la plus élémentaire.

« M. Ramette réclame sa liberté.



M. RAMETTE confirme ses votes antérieurs contre le contrôle des changes.

M. Flandin s'élève contre toute équivoque au sujet du contrôle des changes

M. P.-E. Flandin (Centre), ancien président du Conseil, monte à la tribune. Il rappelle les deux dévaluations et l'alignement du franc survenus depuis un an.

Le franc a, depuis le début de cette législature, perdu la moitié de sa valeur. Pour arrêter cette glissement, le président du Conseil a pris l'initiative d'un débat et a fait appel au pays.

M. Chautemps a écarté le contrôle des changes. C'est pour nous le passage essentiel de sa déclaration.

CELA NE POUVAIT DURER

M. Camille Chautemps est la victime d'une formule électorale qui, heureuse en face des urnes, quand il s'agit de faire des députés et de constituer une majorité parlementaire, s'avère impuissante et néfaste au pouvoir, alors qu'il est question de sauver le franc et la France.

On a dit que c'était le Sénat qui avait renversé M. Blum. A la vérité, ce sont les exigences et les incartades de son extrême-gauche qui ont précipité sa chute.

La coalition des radicaux, des socialistes et des communistes a pu laisser croire, par les résultats d'un suffrage universel faussé, que le pays était d'accord avec le Front populaire. En réalité, les observateurs les moins avertis se sont vite aperçus que si le pays avait donné trop légèrement ses voix, il n'avait pas donné sa confiance.

Et c'est justement d'une crise de confiance que notre nation souffre dans sa politique générale, dans ses finances et dans l'ensemble de son économie. Notre franc, notre production et notre commerce meurent de cela.

Le chef du gouvernement démissionnaire le savait bien lui, qui, dans la nuit de jeudi à vendredi, adjura la Chambre et les partis de renoncer aux manœuvres qui, en troublant la paix civile, retardent le retour de l'indispensable confiance. C'est à celle-ci qu'il pensait quand, après avoir fait allusion à la nouvelle hémorragie de notre or, M. Chautemps parlait de « la maladie de l'opinion française, de la crainte du lendemain, du manque de foi dans les destinées de la patrie. »

Et quand le président du Conseil, semblant vouloir se débarrasser devant la gravité de l'heure, de l'emprise démagogique, fustige les communistes et les rend responsables de la recrudescence de l'agitation sociale et du désordre, on a l'impression que, dans sa pensée, les intérêts supérieurs de la France dominent et font reculer toutes les autres considérations de la politique.

Mais, à ce moment, il est trop tard. La liberté qui leur est rendue, les communistes vont l'employer immédiatement à manœuvrer les socialistes et à

Le contrôle des changes, voulu par l'extrême-gauche, c'est la fin de l'accord tripartite avec les grandes nations démocratiques qui garantissent la paix de l'Europe!

M. P.-E. Flandin est convaincu qu'un dictateur mettrait à profit cet instrument de contrôle des changes. Il fait appel aussi aux radicaux-socialistes pour qu'ils prennent toutes leurs responsabilités et mettent fin à l'équivoque d'une collaboration avec un parti qui porte des germes de destruction.

C'est, conclut M. P.-E. Flandin, la dernière chance du régime parlementaire.

M. Ramette met le feu aux poudres

« Si nous ne votons pas contre l'ordre du jour de confiance, c'est pour ne pas rompre le front populaire »

M. Ramette (Nord), au nom du groupe communiste, regrette les attaques injustes contre la classe ouvrière d'un gouvernement qui s'est réclamé Front populaire.

Peut-on reprocher à la classe ouvrière d'avoir fait évader des capitaux qu'elle n'a pas, alors que c'est elle qui fait les frais des dévaluations?

Quand le gouvernement a dit que la situation financière en fin décembre était excellente, c'est alors qu'il y avait le plus de conflits sociaux. Les ennemis du franc sont guidés par de misérables intérêts et par des buts politiques.

M. Ramette prétend que ce sont les patrons qui ont le plus souvent violé la loi.

C'est le patronat français qui pousse aux conflits sociaux. C'est lui qui, aidé par l'étranger, a financé les préparatifs de guerre civile. On a arrêté les comparses du C.S.A.R., mais les vrais responsables sont en liberté, comme le traître Doriot.

(Lire la suite page 2).

Libres propos

les forcer, par solidarité révolutionnaire, à faire tomber le ministère.

Ce qui est arrivé devait arriver. En acceptant le soutien du parti communiste, le second gouvernement de Front populaire s'était solidarisé en quelque sorte avec un parti dont il réprouvait les doctrines, mais dont il acceptait les votes. Cela ne pouvait durer. Les républicains et les patriotes éprouvés qui dirigent le parti radical devaient un jour ou l'autre rejeter le joug humiliant des gens de Moscou. Pourquoi ont-ils attendu pour le faire que le pays soit plongé dans la détresse et que le mal causé par les menées extrémistes ait pris de si dangereuses proportions?

Mais il n'est jamais trop tard pour réparer ses erreurs et si, demain, un gouvernement de salut public, à direction radicale, prend d'énergiques mesures pour rétablir l'ordre dans nos finances et la confiance dans les esprits, il trouvera derrière lui tous les bons Français.

Louis DARTOIS.

Le marché des changes est resté fermé hier à Paris et le franc s'est raffermi à Londres



LA BOURSE DE PARIS JEUDI, A LA FIN DE LA MATINÉE. (Ph. France-Pressa.)

Paris, 14 janvier. — Contrairement à certains bruits qui ont couru, la Bourse des valeurs s'est ouverte vendredi, à l'heure habituelle et les valeurs cotées ont marqué une hausse quasi générale. Par contre, en vertu d'une décision du ministre des Finances, le marché des changes est resté fermé.

A Londres, la tendance du franc français a été irrégulière. La devise française a été traitée tout d'abord à 154 contre 153.75 jeudi.

Peu après, le franc s'est raffermi et est revenu à 149.75. De là, il a été nouveau fléchi, pour revenir à 152. Enfin, il s'est redressé à 150 en clôture, sans que l'on ait pu discerner, disent les cambistes, aucune intervention des contrôleurs monétaires.

La tendance à terme a peu varié. Les reports qui s'étaient d'abord détendus à un mois et à trois mois, respectivement à 5 fr. et 8 fr. 50, ont fini à 6 fr. et à 9 fr. contre 5 fr. 50 et 8 fr. 75 jeudi.

Au cours d'un nouvel interrogatoire le duc Pozzo di Borgo affirme ne connaître aucun des inculpés des affaires du C.S.A.R.

Paris, 14 janvier. — M. Botelle, juge d'instruction, a interrogé vendredi après-midi le duc Pozzo di Borgo sur son passage à Nancy, dans la nuit du 17 au 18 juillet dernier, en même temps que MM. Eugène Deloncle, André Toullet et François Mettenier.

M. Pozzo di Borgo a déclaré que le général Duseigneur l'avait chargé de le remplacer à une réunion tenue le lendemain et qui consista en une simple série de conversations sans aucune particularité au sujet de la lutte à mener contre le communisme.

« J'espérais, dit-il, au cours de ce voyage, recueillir des échos sur ma campagne contre le colonel de la Rocque. »

Le duc Pozzo di Borgo a ajouté qu'il avait peut-être rencontré à Paris Eugène Deloncle, mais que ni à l'aller, ni au retour, il n'avait fait route avec lui. Quant à Mettenier et André Toullet, il a affirmé qu'il ne les connaissait pas et qu'il ne les avait jamais vus. Il a ajouté en outre qu'il ne connaissait aucune des personnes dont les noms ont été prononcés ces jours-ci à l'occasion des attentats de l'Étoile.

Un individu, arrêté à Montrouge, avait-il reçu la mission de supprimer un « traître » au moyen de bacilles?..

M. Botelle, juge d'instruction, a fait procéder à une nouvelle arrestation, celle de Paul Billecoq, sans profession, âgé de 27 ans et demeurant à Montrouge.

Cette arrestation a été provoquée par les déclarations d'un témoin entendu ces jours-ci par la Sûreté nationale. Ce témoin, qui avait dit, lors de son arrestation, qu'il avait été chargé de supprimer les « traîtres éventuels ».

Au printemps dernier, on lui remit un tube contenant des bacilles qu'il devait verser dans le bolosse d'un membre du C.S.A.R., nommé Jules Sella, employé d'assurances à Paris que l'on soupçonnait d'entretenir des relations avec la police.

La mort devait survenir au bout de quatre ou cinq jours, mais Paul Billecoq avait été chargé d'acheter Sella à l'action des microbes se révélait sans effet.

Le témoin ajouta qu'il avait reculé devant l'accomplissement de cette mission, mais qu'il avait affirmé à ses chefs l'avoir remplie. Il a remis à la Sûreté le tube en question qu'une analyse a montré contenir une culture extrêmement virulente de staphylocoques associées à des bacilles paratyphiques et typhiques.

D'autre part, la Sûreté a recherché M. Sella. Celui-ci qui est en traitement dans un sanatorium en Suisse a reconnu avoir été membre du C.S.A.R. pendant plusieurs mois.

Billecoq a reconnu une partie du rôle qu'on lui prêtait.

Il a bien assisté à la remise du tube de bacilles destinés à tuer M. Sella, mais il affirme qu'on ne lui a jamais remis de revolver pour tirer sur l'employé d'assurances.

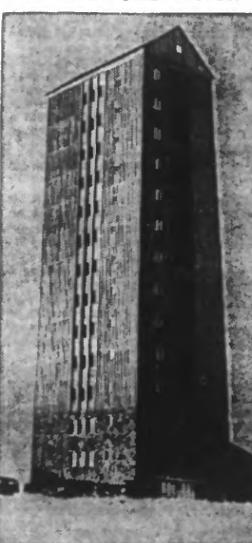
Billecoq, inculpé d'association de malfaiteurs, a été écroué à la prison de la Santé.

Il a choisi pour défenseur M. Marguerite Flac.



M. HERRIOT A SON ARRIVÉE AU PALAIS PRÉSIDENTIEL. (Ph. France-Pressa.)

L'ALLEMAGNE S'ÉQUIPE POUR LA TÉLÉVISION



Au sommet du Brecken-Harz, l'administration postale allemande a fait construire cette tour pour la transmission de télévision. (Ph. Safta.)